



Les enquêteurs souhaitent approfondir leur investigation et obtenir de plus amples informations de la part de Maxime Eko Eko.

L'affaire Martinez Zogo avait suscité une vive émotion au sein de la société camerounaise. Le journaliste, connu pour ses enquêtes dérangeantes sur la corruption et les abus de pouvoir, avait été retrouvé mort dans des circonstances suspectes. Les premiers éléments de l'enquête avaient révélé des liens entre l'assassinat et des personnalités influentes du pays.

Maxime Eko Eko, en tant que directeur général de la Direction Générale de la Recherche Extérieure (DGRE), est mis au banc des accusés cette affaire.

Lors de sa première audition, Maxime Eko Eko a nié toute implication dans l'assassinat de Martinez Zogo. Il a affirmé ne pas avoir eu connaissance des activités du journaliste et a déclaré que la DGRE n'était pas impliquée dans des actes répréhensibles.

Cependant, les enquêteurs ont des éléments qui pourraient remettre en question la version de Maxime Eko Eko. Des témoignages et des preuves matérielles suggèrent que la DGRE aurait surveillé de près les activités de Martinez Zogo avant son assassinat. De plus, des enregistrements téléphoniques et des documents confidentiels ont été saisis lors de perquisitions menées au siège de la DGRE.

Ces éléments ont conduit le juge d'instruction à convoquer de nouveau Maxime Eko Eko pour approfondir son interrogatoire. Le juge souhaite obtenir des réponses claires sur les activités de la DGRE et sur d'éventuelles instructions données par Maxime Eko Eko concernant le journaliste.

L'affaire Martinez Zogo est considérée comme un test pour la justice camerounaise, souvent critiquée pour son manque d'indépendance et son incapacité à poursuivre les responsables de crimes graves. Les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes espèrent que cette affaire permettra de faire la lumière sur les abus de pouvoir et de garantir que les responsables soient traduits en justice.

L'audition de Maxime Eko Eko ce lundi est donc cruciale pour la suite de l'enquête. Les résultats de cette audition pourraient avoir un impact majeur sur la crédibilité de la justice camerounaise et sur la lutte contre l'impunité dans le pays